

# Entretien avec Jean-Pierre Arrignon

## 2012: Une nouvelle Russie

**Personne n'aurait imaginé une renaissance nationale russe après le chaos issu de l'effondrement de l'ancien régime communiste. Description.**

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE CONRAD

Le monde a vécu, dans la dernière décennie du xx<sup>e</sup> siècle, des événements formidables et imprévus: l'effondrement du système soviétique et l'éclatement de l'Empire né de la volonté des tsars et maintenu par le régime issu de la révolution de 1917. L'évolution ultérieure de la nouvelle Russie, totalement chaotique au cours des années 1990, a engendré une situation géopolitique inédite. Même si beaucoup ont parié sur l'effacement de la puissance russe, la restauration entreprise par Vladimir Poutine porte aujourd'hui ses fruits. Nous avons demandé à Jean-Pierre Arrignon, professeur d'histoire médiévale, mais aussi spécialiste de la Russie contemporaine, de commenter cette transition aussi difficile qu'incertaine.

**La Nouvelle Revue d'Histoire:** Pouvez-vous nous rappeler quelles ont été les principales étapes de la dissolution de la défunte URSS?

**Jean-Pierre Arrignon:** Il faut – pour expliquer le séisme historique et géopolitique de 1989-1991 – se reporter aux dernières années de la période brejnévienne. À la fin des années 1970, l'URSS semblait en mesure de contester aux États-Unis le leadership mondial. L'échec américain au Vietnam, les effets économiques des crises pétrolières de 1974 et de 1979 sur les économies occidentales, la montée en puissance militaire et navale soviétique et sa projection sur des théâtres nouveaux tels que l'Afrique ou l'océan Indien, enfin la crise morale que connaît une Amérique plongée dans le doute, défiée par la révolution islamique iranienne... tout cela semblait conforter une URSS qui avait tiré de

la «détente» le maximum de bénéfice. La conférence d'Helsinki avait gelé en 1975 la situation des frontières européennes nées de la Deuxième Guerre mondiale et ouvert à Moscou la perspective de coopérations fructueuses avec les firmes occidentales. Ce bilan dissimulait cependant «l'endor-missement» opéré sous le long règne de Leonid Brejnev, au pouvoir de 1964 à 1982. Derrière l'image de puissance que donne alors l'empire soviétique, assimilé au «panzercommu-nisme», les retards structurels sont considérables. Alors que les crises pétrolières ont

contraint les économies occidentales à des gains continus de productivité, l'espace soviétique décroche complètement sur ce terrain. Le système se révèle incapable de faire accéder la population à une société de masse analogue à celle qui prévaut en Occident. La répression dont est victime le syndicat polonais Solidarnosc, venant après la révélation par Soljenitsyne des horreurs du Goulag, a de plus grandement affaibli la croyance aux lendemains enchantés jadis promis par la Révolution d'octobre.

Enfin, l'arrivée au pouvoir à Washington d'un Ronald Reagan bien décidé à lutter contre «l'empire du Mal» et à assurer le «retour de l'Amérique» font que les années 1980 s'ouvrent dans un contexte bien différent. Désireux de mettre en place un «bouclier spatial», les États-Unis engagent avec l'Initiative de défense stratégique la séquence de «la Guerre des étoiles», porteuse de

**Pour comprendre le séisme historique de 1989-1991, il faut se reporter aux dernières années de l'ère brejnévienne**



Le 23 août 1991, Eltsine monte à la tribune du Parlement de Russie pour exiger de Gorbatchev, encore président de l'URSS, qu'il lise le décret mettant hors la loi le parti communiste.





Le 12 juin 2007, Vladimir Poutine, alors président de la Russie, vient saluer Alexandre Soljenitsyne, chez lui, un an avant sa mort.

défis technologiques, industriels et financiers que l'URSS ne semble pas en mesure de relever. De plus, la succession de Brejnev se révèle difficile. Issu du KGB et donc parfaitement informé des évolutions en cours en Occident, Youri Andropov est conscient de la nécessité des réformes, mais il succombe rapidement à la maladie et son successeur Konstantin Tchernenko n'assure qu'une brève transition. Parvenu au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev tente de mener de front une politique d'apaisement dans le domaine international et une réforme approfondie du système soviétique, fondée sur la perestroïka (la restructuration) et sur la glasnost (la transparence). Au moment où survient en 1986 la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, le défi est de taille. L'évacuation de l'Afghanistan par les Soviétiques et les mesures de réduction des armements débouchent sur une véritable détente internationale, mais celle-ci va bientôt encourager la contestation dans les pays de l'Est de l'Europe soumis à la puissance soviétique. À l'intérieur du pays, la volonté de Gorbatchev d'entamer une libéralisation du régime fait qu'il ne sera bientôt plus en mesure de maîtriser les forces centrifuges dont l'action va aboutir à l'explosion de 1991, deux ans après la chute du mur de Berlin et la fin des « démocraties populaires » dans l'Europe de l'Est. Contrairement à ce que feront les dirigeants chinois, Mikhaïl Gorbatchev échoue complètement et l'URSS, fondée en 1922, disparaît officiellement le 25 décembre 1991.

**NRH:** Quel bilan peut-on tirer des « années Eltsine » ?

**JPA:** Élu président de Russie en juin 1991, ancien apparatchik, Boris Eltsine s'entend dès le 8 décembre avec ses homologues ukrainien et biélorussien pour créer la Communauté des États indépendants, prélude à la fin de l'URSS annoncée quelques jours plus tard. Rompant totalement avec l'héritage soviétique et conseillé par le libéral Egor Gaïdar, Eltsine entend libéraliser l'économie et fait adhérer la Russie au FMI et à la Banque mondiale en même temps qu'il entame la privatisation des entreprises d'État, livrées aux oligarques. L'éclatement de l'URSS laisse à la Fédération de Russie la plus grande superficie du monde (17 millions de km<sup>2</sup>), son rang de puissance nucléaire et sa place de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais elle est bientôt menacée par les tentatives centrifuges en Asie centrale et en Tchétchénie, ce qui entraînera les deux guerres que l'on sait. Les mesures libérales prises par Gaïdar – la « thérapie de choc » – entraînent des conséquences catastrophiques : une inflation galopante, l'aggravation de la corruption, la réduction à la misère de couches entières de la société, et un effondrement de la natalité. En avril 1993, à l'occasion d'un référendum, 58 % des votants accordent leur confiance à Boris Eltsine mais, deux mois plus tard, le cours du rouble s'effondre, à la veille d'une crise politique dramatique. En septembre, Eltsine dissout la Douma mais les députés votent sa destitution. Il réplique en reprenant par la force la Maison blanche, siège du Parlement, au prix de cent cinquante tués. La constitution d'orientation présidentielle qui est proposée aux Russes n'en est pas moins acceptée en décembre lors d'un référendum. Malgré l'engagement, en décembre 1994, de la première guerre de Tchétchénie, Eltsine est réélu en juillet 1996 avec près de 54 % des suffrages. Un fragile accord de paix est conclu en Tchétchénie le mois suivant, mais la thérapie de choc imaginée par les économistes libéraux, le pillage des ressources du pays organisé par une poignée d'oligarques issus de l'ancien régime et la corruption généralisée qu'a entraînée l'autonomie accordée aux régions aboutissent à une régression complète sur le plan économique et social, alors que prolifèrent les mafias et que se répand l'insécurité.

**NRH:** Comment caractériser la rupture qui intervient en 1998 ?

**JPA:** L'effondrement du niveau de vie du plus grand nombre et la disparition des avantages sociaux naguère garantis par le système soviétique, le non-paiement des retraites et des salaires des fonctionnaires ont engendré, au cours des sombres années qui ont suivi la chute de l'Union soviétique, une situation vite devenue insupportable, alors que les oligarques profitent de la privatisation sauvage des anciennes entreprises d'État. Le fragile consensus qui a accompagné la disparition de l'ancien régime disparaît rapidement, d'autant que la nouvelle élite mafieuse est tolérée par le pouvoir en place. De fait, l'État a renoncé à tout pouvoir de régulation dans un pays où triomphe l'argent roi et qui souffre de l'absence d'un État de droit solide et d'une culture entrepreneuriale libérée des anciennes mentalités soviétiques. C'est à cette époque que le financier Boris Berezovski affirme que « les oligarques doivent diriger le pays comme un conseil d'administration dirige une entreprise. » L'annonce, le 17 août 1998, de la dévaluation du rouble et l'effondrement du marché financier sont un terrible révélateur de l'état d'un pays dont le PIB est alors comparable à celui du Benelux. Des voix s'élèvent pour dénon-

**La thérapie de choc des économistes libéraux et le pillage des ressources entraînent une effrayante régression**

cer la gestion imposée par le FMI et par les tenants de la thérapie de choc et pour réclamer le rétablissement d'un véritable État, capable de privilégier l'intérêt

général. Depuis l'avènement d'Eltsine, le PIB s'est effondré, les investissements ont chuté de 90 % et les trois quarts de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté... Eltsine doit faire appel à Evgueni Primakov, ancien numéro deux du KGB, qui était aussi un spécialiste de l'économie dans l'ancienne URSS. Il arrive aux affaires avec la ferme intention de rendre à la Russie la place internationale qui doit, selon lui, être la sienne.

**NRH:** Dans le processus d'éclatement de l'empire soviétique et d'affaiblissement de la puissance russe, quel a été le jeu des puissances étrangères ?

**JPA:** L'empire soviétique a succombé à ses contradictions internes et aux contraintes qu'impliquait pour lui la volonté de poursuivre la compétition stratégique avec les États-Unis, mais la séquence de reflux enta-





Pour entreprendre le redressement de son pays, le président Poutine s'est appuyé sur une nouvelle élite de juristes issus des services de sécurité, acquis en principe au sens de l'État.

mée en 1989 va naturellement être mise à profit par « l'hyperpuissance » sortie victorieuse de la guerre froide. Il apparaît rapidement que les Américains tentent de pousser leur avantage en mettant en œuvre l'extension vers l'Est de l'Otan – à un moment où la raison d'être de cette alliance n'apparaît plus évidente – en réalisant en 1999, sous l'habituel prétexte « humanitaire », une intervention contre la Serbie, allié traditionnel de la Russie, hors de toute légalité internationale mais avec, à l'issue, l'installation d'une énorme base américaine au Kosovo. Dans le même temps, Zbigniew Brzezinski explique dans son *Grand Échiquier* qu'il faut substituer au *containment* de la guerre froide une politique de *rollback*, de refoulement de la Russie vers son cœur continental, en l'écartant notamment des « Balkans de l'Eurasie », c'est-à-dire du Caucase et de l'ancienne Asie centrale soviétique, sans oublier l'Ukraine où la révolution orange va bientôt porter au pou-

**Le but des États-Unis est d'empêcher la renaissance de la puissance russe grâce aux automatismes de la guerre froide**

élections législatives du 19 décembre avant de devenir, en raison de l'état de santé d'Eltsine, président par intérim le 31 décembre, dans un contexte marqué par une série d'attentats attribués aux terroristes tchétchènes. Élu président le 26 mars 2000 avec près de 53 % des suffrages, il entame une reprise en main autoritaire fondée sur la restauration de la « verticale du pouvoir » et sur la « dictature de la loi ». S'appuyant sur les *siloviki* issus des services de renseignements, il entend mettre au pas les oligarques et assurer le retour de la Russie sur la scène mondiale. Un défi difficile à relever après les années Eltsine, marquées par l'autonomie accordée aux régions, par la vente des entreprises d'État aux « barons pillards » et par l'ouverture de certains secteurs stratégiques de l'appareil productif aux capitaux étrangers. La prise de contrôle de Gazprom et celle de nombreux médias lancés par les oligarques tels que Vladimir Gusinski – qui a créé un empire en ce domaine avec les

voir un partisan de l'adhésion de ce pays à l'OTAN... Le déploiement d'un système antimissile en Europe orientale, en vue de prémunir l'Europe contre une menace... iranienne, s'inscrit dans le même projet. Le but est d'empêcher toute renaissance de la puissance russe, une politique perpétuée avec l'instrumentalisation systématique des oppositions à Vladimir Poutine et la place qui leur est donnée dans la grande presse occidentale acquise aux intérêts américains.

**NRH : Qui est Vladimir Poutine et quel est son projet pour la Russie ?**

**JPA :** Un an après l'arrivée au pouvoir de Primakov, qui inverse la spirale mortifère engagée au cours des années précédentes, Vladimir Poutine, le chef du FSB (ex-KGB), accède aux fonctions de Premier ministre par intérim. Il remporte les

## Jean-Pierre Arrignon

● Historien, spécialiste du monde slave, chargé de conférences à l'EHESS de Paris, Jean-Pierre Arrignon est professeur à l'université d'Artois. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *La Russie médiévale* (Belles Lettres, 2003), *Byzance : Économie et société. VII-XI<sup>e</sup> siècle* (Ellipses, 2007). En 2008, il a fait paraître *La Russie*, publiée dans la collection « Culture-Guide » aux Presses universitaires de France, associées à l'agence de voyages culturels Clio.

conseils de Rupert Murdoch et de Masha Lipman, une ancienne du *Washington Post* – lui permet d'établir un nouveau rapport de forces. En 2003, l'oligarque Mikhaïl Khodorovski, directeur du groupe pétrolier Ioukos, est arrêté au moment où il négociait, sans en avoir informé le Kremlin, la vente d'une partie de son capital avec les majors américaines Chevron-Texaco et Exxon-Mobil. La recentralisation du pouvoir et la place accordée aux acteurs issus des ministères de force (Armée, services de renseignement) suscitent l'inquiétude aux États-Unis face à des mesures qui témoignent de la volonté du pouvoir russe de reconstituer les éléments de sa puissance, afin de jouer de nouveau un rôle de premier plan sur la scène internationale en opposant une logique multipolaire respectueuse du droit des États, face au monde unipolaire dominé par les États-Unis qui s'attribuent un droit d'ingérence dans les affaires intérieures des États (Irak, Afghanistan, Syrie, Europe). Vladimir Poutine est réélu en mars 2004 avec cette fois 71,2 % des suffrages, avant de devenir en 2008 Premier ministre de son successeur Dmitri Medvedev. On sait qu'en mars 2012, il a été brillamment élu président de la Russie avec 64 % des suffrages. Éprouvée par la crise née aux États-Unis en 2008, la Russie a renoué avec la croissance dès 2010 et a pu éviter tout nouveau recours à l'endettement auprès du FMI. Elle a également amorcé son redressement démographique. ■



# Géopolitique de la nouvelle Russie

**Surpuissance et empire déclassé, pays européen et asiatique, économie rentière et haute technologie. L'énigme russe persiste.**

PAR PASCAL GAUCHON

**D**epuis sa naissance, la Russie moderne respire profondément – amples mouvements d'inspiration imposés par les menaces extérieures, puissantes expirations dès que le pays a récupéré ses forces. En cas de malheur, elle peut chercher refuge au cœur du continent eurasiatique et profiter de la distance pour se protéger. Un tel repli caractérise les catastrophiques années 1980 et 1990.

La Russie se trouve pratiquement revenue à ses frontières du XVII<sup>e</sup> siècle, avant le traité de Perejaslav et l'union avec l'Ukraine (1654). C'est dire l'ampleur de l'effondrement récent. L'heure est à la récupération. La Russie peut-elle espérer plus? Est-elle en mesure de retrouver sa place dans le monde, disons son

rang pour utiliser une notion à laquelle les Français sont habitués et qui leur fera mieux comprendre de quoi il s'agit: relever la tête après une décennie d'humiliations, contrer le déclin qui semble inscrit dans sa démographie et son économie, refaire ses forces dans un monde où elle se voit peu d'alliés fiables.

La politique de la Russie est tout entière dictée par sa géographie – au point que l'on croirait que la notion de géopolitique a été inventée pour elle. Elle lui impose trois objectifs.

D'abord maintenir l'unité des terres qui lui restent et qui sont considérables – 17 millions de km<sup>2</sup>. Ce n'est pas si évident

dans un pays qui compte 20 % d'allogènes, en grande partie musulmans.

Ensuite, assurer la sécurité de ses frontières en surveillant « l'étranger proche », les anciennes républiques soviétiques. Il s'agit au mieux de les maintenir dans l'orbite de Moscou, au minimum d'empêcher qu'elles ne deviennent des points d'appui pour des puissances étrangères. Les tentatives américaines pour faire entrer dans l'OTAN la Géorgie et l'Ukraine ont été vécues comme un véritable casus belli. Moscou a donc suscité la création d'unions régionales (CEI, Eurasec, Traité de sécurité collective). En Asie centrale, elle profite de la solidarité

entre des dirigeants que menacent à la fois l'islamisme et les « révolutions de couleur », elle s'appuie sur les importantes minorités russes (près de

10 millions de personnes dans la zone), elle compte sur ses tubes qui évacuent aujourd'hui l'essentiel du pétrole et du gaz de cette région enclavée.

Moscou doit enfin retrouver sa place mondiale, ce qui passe par l'ouverture maritime. Il s'agit comme autrefois d'accéder aux « mers chaudes » dégagées des glaces – un objectif lointain.

Ces horizons emboîtés valorisent certains territoires. Les poches de Kaliningrad et de Transnistrie, véritables « confettis de l'Empire » qui maintiennent une fenêtre ouverte sur l'Europe centrale et balkanique. La Géorgie et l'Azerbaïdjan qui mènent au Proche-Orient et qui accueillent un réseau

de tubes concurrent du réseau russe. L'Extrême-Orient si loin de Moscou et si près de Pékin. La Biélorussie dont le régime vacille. Et surtout l'Ukraine aux riches terres et aux minerais abondants, où se trouve le port de Sébastopol<sup>(1)</sup> et dont la moitié de la population est russophone. Sans l'Ukraine, la Russie est en dehors de l'Europe, affirme Zbigniew Brzezinski. Dès lors, le contrôle de ce pays équivalant à la France en termes de population et de superficie constitue un enjeu majeur, peut-être le plus important pour Moscou.

Face à ses ambitions, la Russie voit se dresser les États-Unis. On peut s'étonner de leur animosité. Les Américains n'ont-ils pas suffisamment abaissé les Russes dans les années 1990? Adhésion des pays d'Europe orientale à l'OTAN (malgré les engagements pris), interventions en Yougoslavie et au Kosovo, soutien affiché aux « révolutions de couleur » en Ukraine, en Géorgie et jusqu'en Asie centrale...

En réalité, aussi étonnant que cela paraisse, la Russie continue à faire peur, essentiellement à cause des alliances qu'elle pourrait nouer soit à l'ouest, soit à l'est. D'un côté, l'axe Paris-Berlin-Moscou qui s'est esquissé lors de la guerre d'Irak (2003); de l'autre, l'organisation de coopération de Shanghai fondée en 2001 avec la Chine et l'Asie centrale. En fait, le Kremlin est moins redouté en lui-même que par le soutien qu'il pourrait apporter aux rivaux de Washington, en particulier à Pékin. C'est ce qu'explique le néo-conservateur Robert Kagan<sup>(2)</sup>: il voit se former en Eurasie un axe continental et



Le président russe de l'époque, Dmitri Medvedev, est reçu à Pékin le 23 mai 2008 par son homologue chinois, Hu Jintao. Une même opposition à l'impérialisme américain.



autoritaire contre lequel les États-Unis doivent se mobiliser comme en 1914, comme en 1939, comme en 1947. Le retour de l'Histoire, pour ne pas dire le retour aux fondements de la géopolitique. L'analyse n'est pas le seul fait de la droite américaine puisque Zbigniew Brzezinski, ancien collaborateur de Carter et soutien d'Obama, fait preuve des mêmes inquiétudes<sup>(3)</sup>.

De ce point de vue, la Russie ne serait qu'une force d'appoint. Mais peut-elle trouver des partenaires fiables ?

En Europe, elle possède quelques atouts. La Grèce et la Bulgarie sont traditionnellement tournées vers Moscou ; l'Allemagne et l'Italie dépendent de son gaz. Tout cela est de peu de poids face à l'alignement de Londres sur Washington, à la méfiance des pays d'Europe centrale et orientale et à l'humanitarisme des pays scandinaves... L'évolution de la politique de défense et de sécurité commune, de plus en plus liée à l'OTAN depuis le retour de la France dans l'organisation, en témoigne. Moscou peut espérer jouer de certaines divisions entre Européens, guère plus.

À l'est, la géopolitique n'est pas encombrée par les considérations idéologiques. Les liens sont pourtant moins importants

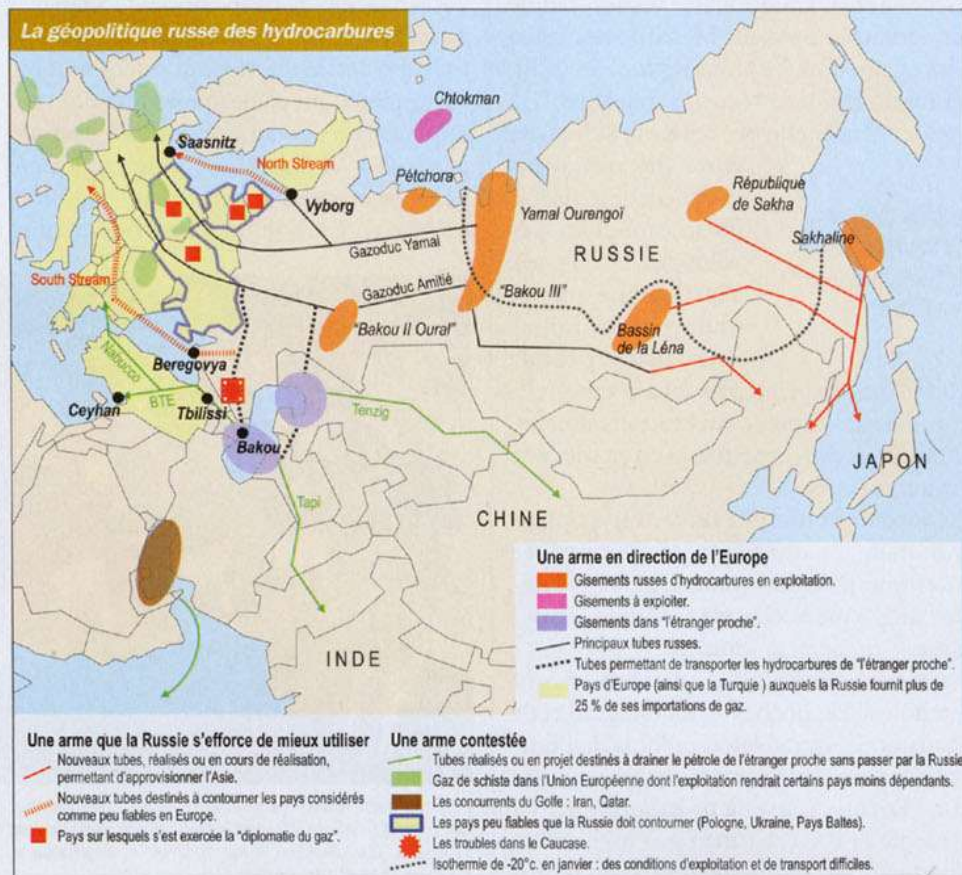
qu'on pourrait le croire ; ainsi les échanges d'hydrocarbures restent modestes. Pour corriger ce déséquilibre, des programmes ambitieux ont été élaborés depuis l'accord de juillet 2008 qui a (définitivement ?) fixé la frontière entre les deux pays : plan de coopération de dix ans entre l'Est russe et les régions du Nord-Est de la Chine (2009), prêt chinois pour la construction de l'oléoduc transsibérien (achevé en 2011), accord pour le développement du nucléaire, contrat de livraison de gaz pour 30 ans signé en 2011... Reste l'inquiétude que suscitent les initiatives chinoises en Asie centrale et surtout le voisinage du vide sibérien et du trop-plein des littoraux chinois, une vieille opposition qui prend aujourd'hui un sens nouveau : une Chine industrielle et dynamique jouxte une Sibérie qui vit de la rente des matières premières. Faut-il craindre une « colonisation » de l'Extrême-Orient russe qui était chinois jusqu'en 1858 ? En rappelant que « la Sibérie et l'Extrême-Orient russe sont à nous et le resteront à jamais », Vladimir Poutine prouve que la question se pose. Dans ce cas, la Russie reviendrait non pas à la situation de 1654, mais à celle de 1581, avant que le cosaque Yermak ne parcoure la Sibérie...

Au Sud, la Russie peut espérer mobiliser les BRICS<sup>(4)</sup> et plus généralement les pays émergents. En se faisant un défenseur sourcilieux de la souveraineté de chaque nation, Vladimir Poutine se met à l'unisson de pays qui ne supportent plus nos leçons de morale ni nos intrusions dans leurs affaires. C'est ainsi que la Chine bien sûr, mais aussi le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud ont jugé abusive l'utilisation de la motion 1973 sur la Libye : loin de se contenter de protéger les civils, Londres et Paris ont mitraillé les troupes de Kadhafi et permis la victoire des insurgés. Le sentiment d'avoir été bernés nourrit leur réticence envers toute intervention en Syrie.

Ainsi se constituerait un front antioccidental, partisan de la Realpolitik et souverainiste, dont Moscou pourrait espérer prendre la tête en même temps qu'elle en définit les principes. Avec une « petite » nuance : il ne s'agit pas d'un front. Les points communs les plus forts sont avec la Chine. Cependant, même proche, la vision internationale des deux capitales n'est pas identique. Toutes deux se définissent en opposition à l'hégémonie américaine. Mais en phase d'expansion, Pékin privilégie le développement économique, ce qui la conduit à ménager Washington ; elle met au premier plan sa stabilité et son unité ce qui l'amène à refuser de reconnaître les républiques d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud proclamées par Moscou. Prudente, elle a confiance en l'avenir et entend ne pas le compromettre par impatience. Le temps joue pour elle. Moscou sort au contraire d'une décennie d'abaissement où elle a été humiliée par les Occidentaux. En phase de rétractation, elle se raidit pour prouver qu'elle n'ira pas plus loin – ou plus bas.

Les autres pays du « front » sont peu sûrs. L'Inde, par peur de la Chine, s'est considérablement rapprochée des États-Unis. Malgré ses ambitions, le Brésil doit tenir compte de la situation du continent américain dont les États-Unis représentent les trois-quarts du PIB. Fragile, l'Afrique du Sud n'a pas le même poids que ses partenaires.

Restent, avec les « confettis » de l'Empire, quelques amis : Cuba dont l'évolution est incertaine depuis le retrait de Fidel Castro ; la Syrie ébranlée ; le Venezuela du fantasme Chavez ; la Serbie qui donne tous les gages possibles afin d'intégrer l'Union européenne ; le Vietnam qui se rapproche de Washington... Les lambeaux de sa gloire







passée donnent à Moscou quelques moyens d'influence mais pas de points d'appui solides. Même l'Iran la place devant un choix difficile: elle soutient son programme nucléaire civil afin de contrer Washington, mais désire-t-elle vraiment que s'affirme en son flanc sud une puissance atomique?

C'est sur ses propres forces que la Russie doit compter. Elle dispose pour cela d'atouts indiscutables. Un régime fort, soutenu par une large majorité de la population malgré les influences occidentales qui pénètrent les grandes villes. Une économie qui conserve son dynamisme malgré la crise (4,5 % de croissance en 2011). Une population nombreuse et éduquée, en déclin il est vrai, mais caractérisée par un rebond du taux de fécondité depuis peu<sup>(5)</sup>. Surtout trois armes «absolues» qui ont le seul défaut de ne pas être absolues dans la mesure où Moscou ne peut en abuser.

Les matières premières, en particulier les hydrocarbures, soutiennent sa croissance. Ils expliquent l'excédent commercial et budgétaire ainsi que l'accumulation de devises. Ils permettent de faire pression sur les pays proches et certaines nations d'Europe. Mais cette arme est à double tranchant car la Russie dépend de ses ventes autant que ses partenaires dépendent de leurs achats. Plus la Russie utilisera l'arme du gaz, plus elle encouragera l'Europe à chercher des solutions alternatives.

La seconde arme, le nucléaire, fait de la Russie une puissance exceptionnelle, comparable aux seuls États-Unis. Pourtant, face au bouclier antimissile annoncé par Washington, il faut la moderniser, comme

**Trois armes dans son arsenal : l'arme des matières premières, la puissance des armes nucléaires, le droit de veto à l'ONU.**

il faut moderniser l'armée conventionnelle dont la guerre en Géorgie a rappelé les faiblesses. Le ministre de la Défense Serdioukov qui s'y emploie depuis 2007 pourra-t-il tout faire? Il vient de bénéficier d'un soutien considérable, la promesse de Poutine de consacrer 646 milliards de dollars à cet effort d'ici à 2020.

Reste le droit de veto dont Moscou dispose à l'ONU. Il est d'autant plus efficace que les dirigeants russes n'hésitent pas à l'utiliser. Pourtant, si le Kremlin en abuse, son utilisation pourrait l'enfermer dans une posture de refus systématique et l'isoler – rappelant la période où le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, était appelé «monsieur Niet».

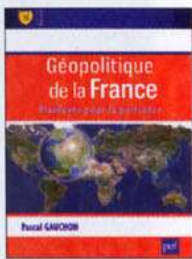
Depuis dix ans, la Russie va mieux. Elle le doit au rebond du prix des matières premières ainsi qu'au sursaut d'orgueil qui l'a saisie et qu'incarne Poutine. Elle maintient son influence sur l'étranger proche, malgré les initiatives américaines en Ouzbékistan, en Kirghizie ou en Géorgie. Elle a fait entrer le Kazakhstan dans l'union douanière établie avec la Biélorussie. Elle a renoué avec l'Ukraine dont l'économie voit se multiplier les investissements russes. Elle a développé vers l'est comme vers l'ouest son réseau de tubes afin de renforcer sa «géopolitique des hydrocarbures». En utilisant largement son droit de veto, elle a prouvé sa capacité à dire non.

Elle est, à nouveau, prise au sérieux. À défaut de disposer d'alliés fiables, elle possède une main ouverte qui l'autorise à jouer de nombreuses cartes. Elle peut développer différentes stratégies – regarder au plus près, vers l'étranger proche, ou porter au loin son regard, se tourner vers l'est, l'ouest ou le sud<sup>(6)</sup>, se ranger parmi les pays développés ou se placer à la tête des émergents, trouver intérêt à la stabilité comme à la contestation de l'ordre en place.

Superpuissance et nation déclassée, pays européen et asiatique, économie rentière et de haute technologie, toutes ces dimensions coexistent et font de la Russie une nation polymorphe capable de s'adapter à toutes les situations. Elle a intérêt à jouer en même temps de toutes ces facettes en n'en privilégiant aucune. Quitte à rester, selon la formule de Churchill, «une énigme entourée d'un mystère caché dans un secret». ■

## Pascal Gauchon

● Ancien élève de l'École normale supérieure (1970-1974), Pascal Gauchon est agrégé d'histoire (1973). Professeur dans l'enseignement public de 1975 à 1985, il est directeur de Prépasup de 1985 à 2011 et enseigne l'histoire, l'économie et la géopolitique à l'esp. Il est également directeur de la collection «Major» aux Presses universitaires de France depuis 1992. Président de l'association d'études géopolitiques Anteios, il est depuis 2009 co-organisateur du Festival de géopolitique et de géoéconomie de Grenoble. Il est l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages, notamment *Géopolitique des Amériques* (PUF, 2005), *Les Grandes Puissances du XXI<sup>e</sup> siècle* (PUF, 2007), *Le Nouveau Monde. Manuel de géopolitique et de géoéconomie* (PUF, 2008), *Dictionnaire de géopolitique* (PUF, 2011), *Le Modèle français depuis 1945* (PUF, «Que sais-je?»), dernière édition 2011), *Les Cent Mots de la géopolitique* (en collaboration avec Jean-Marc Huisssoud, PUF, «Que sais-je?»), dernière édition 2011). Son nouvel ouvrage, *Géopolitique de la France. Plaidoyer pour la puissance*, vient de paraître aux PUF.



1. En 2010 Moscou a obtenu de l'Ukraine le maintien de sa flotte dans cette base jusqu'en 2042 en échange de la fourniture de gaz à bas prix.
2. Robert Kagan, *Le Retour de l'Histoire et la fin des rêves*, Plon, 2008.
3. Dans un article récent de *Foreign Policy*, il revient sur une idée qui lui est chère: la sécurité du monde dépend de l'hégémonie américaine en particulier en Europe orientale.
4. Brésil, Russie, Inde, Chine et, depuis 2010, Afrique du Sud.
5. Celui-ci reste modeste, à 1,54 en 2009, mais il était de 1,17 en 1999.
6. Ses préférences vont sans doute à l'ouest, comme le prouve les appels de Vladimir Poutine à la constitution d'une vaste Europe: «Le peuple russe a toujours eu le sentiment de faire partie de la grande famille européenne». La Realpolitik l'amène cependant à ne sacrifier aucune piste.



Intervention armée en Ossétie du Sud (2008) face aux ingérences américaines masquées.



